Informations de base

2017/2646(RSP) RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur la Russie: arrestation d'Alexeï Navalny et d'autres manifestants **Subject** 6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général **Zone géographique** Russie Fédération	

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
06/04/2017	Décision du Parlement	T8-0125/2017	Résumé
06/04/2017	Résultat du vote au parlement		
06/04/2017	Débat en plénière		
06/04/2017	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques

Référence de la procédure	2017/2646(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Base juridique	Règlement du Parlement EP 150
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B8-0245/2017	06/04/2017	
Proposition de résolution		B8-0246/2017	06/04/2017	
Proposition de résolution		B8-0248/2017	06/04/2017	
Proposition de résolution		B8-0249/2017	06/04/2017	
Proposition de résolution		B8-0250/2017	06/04/2017	
Proposition de résolution		B8-0251/2017	06/04/2017	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T8-0125/2017	06/04/2017	Résumé

Résolution sur la Russie: arrestation d'Alexeï Navalny et d'autres manifestants

2017/2646(RSP) - 06/04/2017 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 494 voix pour, 39 contre et 91 abstentions, une résolution sur la Russie: l'arrestation d'Alexeï Navalny et d'autres manifestants.

Le texte adopté en plénière avait été déposée en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, ECR, ALDE et Verts/ALE.

Le Parlement a condamné les opérations de police ainsi que la détention de centaines de citoyens, y compris d'Alexeï Navalny, dont l'organisation a été à l'origine des manifestations contre la corruption en Russie. Le 26 mars 2017, entre 33.000 et 93.000 personnes ont participé à des manifestations dans plus de 80 villes russes au cours desquelles plus de 2.000 manifestants ont été arrêtés par la police.

Les députés ont invité les autorités russes à **libérer immédiatement Alexeï Navalny**. Ils ont condamné les tentatives répétées pour le réduire au silence et ont exprimé leur soutien aux efforts de son organisation pour sensibiliser à la question de la corruption au sein des institutions publiques et chez les représentants politiques.

Soulignant les motifs politiques des peines infligées aux manifestants, le Parlement a exprimé des doutes sur **l'indépendance et l'impartialité** des organes judiciaires de la Fédération de Russie et a exhorté les institutions judiciaires russes s'acquitter de leurs tâches sans ingérence politique. Il a demandé aux autorités russes de mettre un terme au harcèlement de journalistes, d'opposants politiques et de militants politiques et de la société civile, de respecter les obligations internationales relatives aux droits de l'homme et de garantir la liberté des médias et de la liberté de réunion.

À la lumière des allégations de corruption à l'encontre d'hommes politiques russes de premier plan, le Parlement a invité la Commission, le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) et les États membres à prendre des **mesures systématiques contre toute tentative de blanchiment d'argent à l'intérieur de l'Union**. Il a demandé à sa commission d'enquête sur les «*Panama papers*» de prêter attention à toute trace de flux de capitaux russes suspects par l'intermédiaire de banques établies dans l'Union européenne.

Enfin, la résolution a demandé la mise en place d'une **politique unifiée porteuse d'un message commun fort sur le rôle des droits de l'homme** dans les relations entre l'Union européenne et la Russie.